



**HAL**  
open science

## COLOMBIE : LES DIALOGUES DE PAIX DE LA DERNIÈRE CHANCE ?

Olga L Gonzalez

► **To cite this version:**

Olga L Gonzalez. COLOMBIE : LES DIALOGUES DE PAIX DE LA DERNIÈRE CHANCE ?. Mouvements : des idées et des luttes, 2013, Amérique latine : capitalismes, résistances et reconfigurations politiques, 76, pp.78-89. 10.3917/mouv.076.0078 . hal-01370047

**HAL Id: hal-01370047**

**<https://hal.science/hal-01370047v1>**

Submitted on 22 Sep 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## COLOMBIE : LES DIALOGUES DE PAIX DE LA DERNIÈRE CHANCE ?

**Olga L. González**

La Découverte | « Mouvements »

2013/4 n° 76 | pages 78 à 89

ISSN 1291-6412

ISBN 9782707177612

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

<http://www.cairn.info/revue-mouvements-2013-4-page-78.htm>

---

!Pour citer cet article :

---

Olga L. González, « Colombie : les dialogues de paix de la dernière chance ? », *Mouvements* 2013/4 (n° 76), p. 78-89.

DOI 10.3917/mouv.076.0078

---

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Colombie : les dialogues de paix de la dernière chance ?

PAR OLGA  
L. GONZÁLEZ\*

Comment le gouvernement Santos en Colombie est-il passé de l'idée de revanche sur les Farc, hier en vogue, à celle de paix ? Olga L. González identifie les arguments des acteurs favorables au dialogue, et de ses opposants. Elle propose un bilan, un an après le début des négociations, des principaux points de l'agenda. Elle montre enfin pourquoi « la paix » restera un thème déterminant lors des élections de 2014.

**F**rappées militairement ces dernières années, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc), nées en 1964<sup>1</sup>, souhaitent obtenir la reconnaissance de leur lutte vieille de 50 ans. Ses négociateurs sont le moteur du processus de paix qui se déroule à La Havane depuis septembre 2012. La signature d'une paix aboutie permettrait à la Colombie d'accéder à un autre cycle de son histoire et de dégager le terrain pour une gauche qui peine à s'affirmer.

Pourtant, l'obtention d'une issue dialoguée à la guerre est loin d'être évidente. Le vieil anticommunisme de secteurs très influents de la population, l'hostilité ou au mieux l'indifférence de larges secteurs urbains à l'égard des Farc, les divergences d'intérêts et l'expérience de l'avortement répété des dialogues antérieurs avec le gouvernement se conjuguent contre les espoirs de paix.

Cet article examinera dans un premier temps les précédents historiques des négociations, pour ensuite discuter pleinement le processus en cours, ses acteurs et ses enjeux. Nous essaierons de comprendre comment le pouvoir en place est passé de l'idée de revanche à celle de négociation, puis nous soulignerons les principales lignes de force.

## ● Les pourparlers antérieurs, ou la continuation de la guerre par d'autres moyens

Pendant les premières vingt années de l'existence des Farc, les gouvernements colombiens successifs eurent des politiques répressives à leur égard. Dans l'imaginaire flottait l'idée des « républiques indépendantes »,

\* Sociologue associée à l'Urmis, université Paris VII (Paris Diderot) : <http://olgagonzalez.wordpress.com/>

1. Année du bombardement de groupes d'autodéfense paysanne dans les montagnes du Tolima (Marquetalia).

expression constituée dans les années 1960 par le député Álvaro Gómez<sup>2</sup> pour désigner les vastes régions « hors-la-loi ». Les revendications des Farc, considérées alors comme des brigands, ne furent pas entendues. Rappelons la toute première d'entre elles, qui restera centrale tout au long de leur histoire :

« À la politique agraire de mensonges de l'oligarchie, nous opposons une politique agraire révolutionnaire qui change radicalement la structure de la campagne colombienne, en donnant gratuitement la terre aux paysans qui y labourent ou qui souhaitent le faire, sur la base de la confiscation (...) des grandes propriétés (*latifundio*) et pour le profit de tout le peuple travailleur<sup>3</sup>. »

Les prémisses d'une idée de paix se situent à la fin du mandat du très controversé président Turbay Ayala (1978-1982). Bien que ce dernier s'inscrive dans la ligne des dignitaires les plus répressifs, la configuration changeante et la pression internationale le forcèrent à réaliser le premier échange important de prisonniers avec une guérilla – le M19 –, et à constituer la première « Commission de Paix » en vue de dialoguer avec les Farc. Mais les deux présidents de cette Commission durent alors démissionner en raison des pressions intenses des « ennemis occultes de la paix », comme disait l'un d'entre eux. Néanmoins, il faut considérer cette initiative comme la toute première tentative d'engager un dialogue avec les Farc, c'est-à-dire de les considérer comme un interlocuteur politique.

Le premier réel rapprochement entre des émissaires du gouvernement et des représentants des Farc se produisit en 1983, seulement six mois après l'élection d'un nouveau président, le conservateur Belisario Betancur (1982-1986) – qui n'avait pourtant pas abordé le thème de la paix dans sa campagne. Son geste fut excessivement volontariste. Il ne chercha pas à rallier partis politiques, mouvements sociaux, entrepreneurs ou militaires, il s'appuyait davantage sur des exercices paternalistes : de sa voix douce, il invitait les Colombiens à dessiner des colombes sur les murs des rues du pays. Il reste que le 28 mars 1984 furent actés les premiers accords avec les Farc, connus comme « les accords de La Uribe » (du nom du hameau du département du Meta où ils furent signés). Ils posaient comme principe la réintégration civile, politique et économique des guérilleros, et abordaient des thèmes qui survivront au cours des négociations ultérieures avec les Farc. Ainsi, l'année 1984, le gouvernement consignait dans le texte qu'il était prêt à :

« Promouvoir l'application d'une politique de réforme agraire ; (...) fortifier l'organisation communale, des paysans et des Indiens, des associations coopératives et syndicales, ainsi que des travailleurs urbains ; s'efforcer d'augmenter l'éducation à tous les niveaux ; promouvoir, une

2. Álvaro Gómez doit son capital politique à son père Laureano, appelé « Le Monstre » de son vivant – chef intransigeant des conservateurs et croisé du Christ, directeur du journal sectaire *El Siglo*, président de la République, et principal instigateur de la violence contre les libéraux dans les années 1940 et 1950.

3. M. PERALTA et *alii*, « ¿Qué quieren las Farc? Agendas de negociación en los procesos de paz », Fundación Ideas para La Paz, Bogotá, 2010, p. 12.

*Pendant les premières vingt années de l'existence des Farc, les gouvernements colombiens successifs eurent des politiques répressives à leur égard.*

4. *Ibid.*, p. 15.

fois rétablie la paix, des initiatives en vue d'améliorer les conditions de la fraternité démocratique, dans une exigence de pardon et d'oubli<sup>4</sup>. »

Mais ces déclarations ne furent pas suivies d'un travail de mise en œuvre de politiques réformistes, ou d'une incorporation civile des membres des Farc, ou de quelque autre condition de leur désarmement.

***L'incorporation civile des membres du M19, ainsi que leurs bons scores politiques en 1991, nuancèrent la défiance affichée par les Farc à l'égard du gouvernement.***

5. Deux candidats présidentiels, treize députés et environ trois mille militants furent exterminés.

6. Farc, M19, Armée de libération populaire (EPL), Armée de libération nationale (ELN), Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), et Quintín Lame (guérilla indienne) ; Coordination fondée en 1987.

Au lieu d'une attention sur ces dispositions, s'en suivirent de longues discussions relatives au non-respect de la trêve des combats. Pendant ce temps, dans les villes régnait la « guerre sale » : les militants de l'*Unión Patriótica* (UP) le parti qui rassemblait les sympathisants des Farc, du Parti communiste et d'autres forces politiques de gauche, commen-

çaient à être exterminés<sup>5</sup>. Le narcotraffic et le paramilitarisme d'extrême droite montaient en force, et les Colombiens s'habituèrent peu à peu à une violence parallèle aux « dialogues de paix ».

Le deuxième tournant important dans les pourparlers de paix eut lieu sous le mandat du président César Gaviria (1990-1994). Alors que la violence atteignait des sommets historiques – avec l'élimination des militants de l'UP, mais aussi un climat délétère dû aux actes de terrorisme des narcotrafiquants –, prenait forme l'idée de convoquer une Assemblée constituante. Les Farc, rassemblées cette fois au sein de la *Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar* (CGSB), union de plusieurs guérillas<sup>6</sup>, exprimait son souhait ferme d'y participer. La réponse du gouvernement fut brutale : le jour même où fut installée l'Assemblée chargée de rédiger une nouvelle Constitution pour la Colombie, le 9 décembre 1990, était attaquée la *Casa Verde*, le siège mythique des Farc, et où s'étaient rendus dans le passé de nombreux hommes politiques qui exploraient des voies négociées au conflit.

Pourtant, l'incorporation civile des membres du M19, ainsi que leurs bons scores politiques en 1991, nuancèrent la défiance affichée par les Farc à l'égard du gouvernement. Aussi, au cours de cette période, elles firent pression pour l'ouverture de dialogues de paix : en avril 1991, une délégation de la CGSB entra de force à l'ambassade du Venezuela. Elle obtint qu'un nouveau cycle de pourparlers débute à Caracas. Mais l'attentat subi dans la foulée par un élu libéral causa une première rupture de ces dialogues par le gouvernement. Les deux parties renouèrent par la suite le fil du dialogue à Tlaxcala (Mexique), mais à nouveau, le gouvernement colombien les interrompit après la mort d'un ancien ministre alors détenu par l'EPL.

Dans ce contexte, les Colombiens apprenaient à déchiffrer les conversations de paix comme un jeu de stratégie, se familiarisant avec ses trames, ses acteurs, ses figurants. Aussi des hommes politiques à la retraite en sont-ils devenus des acteurs incontournables. Du côté des guérillas, la

concurrence était manifeste, chacune souhaitant obtenir une reconnaissance politique. Quant au gouvernement, l'attaque ou la défense de ces échanges fluctuait selon l'état d'âme de l'« opinion publique ». Durant les « dialogues », il était peu question d'affaires de fond. L'essentiel du « débat » était consacré à... la mise en cause des « vraies » intentions de paix de part et d'autre, étant donnée la persistance de pratiques violentes – et notamment d'attaques armées. Et progressivement, l'hypothèse selon laquelle il fallait faire en sorte que l'ennemi soit vaincu militairement au moment de se mettre à table avec lui fut érigée en dogme. De fait, pendant la décennie 1990 les Farc s'étaient considérablement renforcées militairement, réussissant à attaquer des bases militaires et à capturer des soldats par dizaines<sup>7</sup>. Le gouvernement Samper (1994-1998) accéda à la demande adverse de démilitarisation d'une partie du territoire afin de permettre la libération de soixante-dix soldats prisonniers. Très critiqué en raison de ses liens avec le narcotrafic, il fut davantage affaibli après cette décision.

L'alternance entre issue militaire et efforts de paix se confirma par la suite. C'est en bon connaisseur de cette dynamique que le candidat Andrés Pastrana réussit à se faire élire président en 1998 : sa campagne électorale exploita un cliché avec le fuyant et légendaire chef des Farc, *Tirofijo*<sup>8</sup>. Lequel s'avéra tout aussi doué pour le jeu, en n'assistant pas à l'installation de pourparlers dans une vaste zone démilitarisée à l'Est du pays, un événement que le monde entier regardait. Pendant trois ans et un mois, les dialogues avancèrent, à leur manière. De nombreuses délégations nationales et internationales se rendaient au *Caguán* ; plusieurs comités de soutien furent établis ; des rencontres publiques furent organisées. Cependant, les discussions politiques étaient centrées davantage sur les « excès » des Farc dans la zone démilitarisée ou sur la stratégie de guerre du président colombien *via* le Plan Colombie<sup>9</sup>, que sur les aspects thématiques. Parallèlement, on assistait à la montée en puissance des paramilitaires avec son lot de massacres en série<sup>10</sup>, ainsi qu'à une infiltration grandissante des groupes d'extrême droite dans la vie politique nationale. L'idée de « dialogues de paix » était usée lorsque le président, affaibli, mit un terme à l'expérience en janvier 2002. Le terrain était fertile pour qu'un candidat promettant la « main dure » avec les Farc monte au pouvoir.

Le gouvernement d'Álvaro Uribe (2002-2010) alimenta l'idée de l'imminence d'une victoire militaire contre la guérilla. Publiquement, il niait toute interlocution avec les « terroristes » des Farc. Régulièrement, il

7. Ainsi à la base Las Delicias (Sud du pays) en août 1996 : vingt-sept militaires furent tués, seize blessés et soixante capturés.

8. Manuel Marulanda Vélez (1930-2008).

*Le gouvernement d'Álvaro Uribe (2002-2010) alimenta l'idée de l'imminence d'une victoire militaire contre la guérilla. Publiquement, il niait toute interlocution avec les « terroristes » des Farc.*

9. NDLR : « éradication » des champs de coca (des guérillas), assistée par le gouvernement de Bill Clinton.

10. Selon l'Observatoire présidentiel pour les Droits humains, ils ont avoué plus de 30 000 assassinats entre 1988 et 2013. On compte plus de 1 500 « massacres » pour 1993-2006, et entre 2 000 et 10 000 fosses communes.

11. Avec la condamnation de quatorze responsables, et à des peines effectives dérisoires (moins de 6 ans).

12. Il y renoncera après l'explosion d'une bombe à l'Université Militaire de Bogotá (vingt-trois blessés). Cet attentat survint en pleine affaire des « faux positifs », ces exécutions depuis 2002 par l'armée de plus de 1 300 jeunes des quartiers défavorisés déguisés en guérilleros pour obtenir des « positifs » - bons points, permissions, ascensions...

13. L'Union des nations Sud-américaines, lancée en 2008 pour la résolution de conflits hors de l'orbite des États-Unis.

14. L'on songera à l'amnistie d'environ 300 guérilleros du M19, Farc, ELN, PLA, ADO durant le gouvernement Betancur et aux pactes avec l'EPL, la CRS, le Quintín Lame durant le gouvernement Gaviria.

15. Les médias sont complices de la machination. Ainsi, les dialogues du Caguán furent ponctuellement rompus quand ils montrèrent une femme avec à son cou un collier-bombe menaçant d'exploser, dans un cas d'extorsion imputé aux Farc. Ceci s'avéra être un grossier montage, mais les deux buts visés par les opposants aux dialogues étaient atteints : empêcher une rencontre internationale et renforcer la cohésion de l'imaginaire anti-Farc.

refusait tout projet de zone démilitarisée (« ce sont des camps de concentration ») et d'« échange humanitaire » des membres de la guérilla emprisonnés contre les élus kidnappés et les militaires capturés par les Farc. Son but était l'incorporation dans la vie civile et politique des chefs paramilitaires auxquels il était redevable politiquement. La loi dite « de Justice et de Paix » leur garantit une impunité quasi totale<sup>11</sup>. Cependant, des rapprochements opportunistes avec la guérilla eurent bien lieu : ils permirent à Uribe de faire face aux critiques de laxisme vis-à-vis des paramilitaires et d'affronter la pression internationale, notamment de la France. Ainsi, en octobre 2006, le gouvernement proposait aux Farc une zone démilitarisée et une Assemblée constituante<sup>12</sup> ; de même, des contacts ont eu lieu pour tenter la libération d'otages connus (Ingrid Betancur), dans le cadre d'un processus de médiation internationale (Venezuela, Unasur<sup>13</sup>).

En somme, depuis 1978, tous les présidents, même les plus coriaces à l'égard des Farc, ont tenté des dialogues de paix... Et de fait, de nombreux pactes ont été passés avec les guérillas<sup>14</sup>. Certes, les accords signés avec ces groupes ne contenaient pas de clauses relatives au changement de la société colombienne ; il s'agissait d'avantage de pactes garantissant un certain niveau d'impunité, et offrant parfois quelques *stimuli* économiques contre l'abandon des armes. Mais pourquoi est-il si difficile de parvenir à un accord avec les Farc en particulier ? De l'expérience de ces trente-cinq dernières années, nous pouvons retenir deux points essentiels :

Les dialogues de paix représentent un enjeu de pouvoir différent pour les deux acteurs. Alors que les gouvernements déploient alternativement un discours anti-Farc ou pro-dialogue en fonction de leurs nécessités électorales et de soutien de l'« opinion », les Farc ne se soucient pas des élections – et ne tiennent pas compte des sondages. Ils cherchent une reconnaissance de type historique. Ces deux temporalités divergeant fondamentalement, la pression pour signer la paix diffère elle aussi.

Durant les négociations, la question du « cessez-le-feu » occupe une attention démesurée. Les ruptures des dialogues sont toujours survenues à cause du non respect, en général par la guérilla, de cette condition. Vu le mode de fonctionnement des médias, les actions militaires contre les Farc sont peu connues par l'opinion publique. En revanche, les actions armées des Farc – ou d'autres groupes armés faisant partie de la coalition qui participe au dialogue – sont très relayées<sup>15</sup>. Pour les différents gouvernements, il est aisé d'appuyer la thèse de la *nula voluntad de paz de las Farc*, la « volonté de paix nulle des Farc ».

### ● De la logique ami/ennemi à l'idée de dialogue

La grande habileté du président Juan Manuel Santos a été d'éclipser en l'espace de quelques mois l'appétit de vengeance d'un très important pourcentage des Colombiens vis-à-vis des Farc. Hier partisans d'une solution militaire à outrance, de larges catégories de la population se montrent aujourd'hui favorables aux négociations. Comment est-on passé de la logique ami/ennemi à l'idée de dialogue ? Certes, il y a des raisons

politico-économiques à cela : après l'amnistie des paramilitaires, un accord avec les guérillas permettrait de présenter un pays pacifié, attirant les investissements étrangers, en particulier dans la filière extractive (minéraux, pétrole). La Colombie pourrait même être admise à l'OCDE<sup>16</sup>.

Or si un tel récit fonctionne sur la scène internationale, il se heurte à l'inertie intérieure, à savoir l'expérience historique de dialogues systématiquement avortés. La question est de savoir si les élections de 2014 seront l'occasion d'une cristallisation de la tendance historiquement avérée à un alliage de machiavélisme électoral, d'anticommunisme et de défense d'intérêts économiques, ou s'il existe des chances qu'émerge un nouvel horizon. Y répondre implique de considérer les acteurs en présence, le moment particulier qu'ils traversent, et les différentes forces qui soutiennent le dialogue et qui s'y opposent.

### *Santos, la duplicité*

Contrairement à son prédécesseur, le président Santos ne détonne pas par ses sorties tonitruantes. Peu loquace – et en l'occurrence, très mauvais orateur –, cet héritier de la puissante famille Santos n'avait jamais été élu à un poste quelconque et doit son pouvoir actuel... à Álvaro Uribe. Ministre de la Défense de celui-ci<sup>17</sup>, maître d'œuvre de la « sécurité démocratique », en 2010 il se présenta comme le successeur de son projet économique et politique, notamment comme l'artisan des « victoires » militaires sur les Farc. Cependant, en l'espace de quelques mois, il a réussi à creuser la distance avec l'ancien président, très contesté en raison de ses liens – de plus en plus évidents – avec les paramilitaires. Le contraste avec Uribe – les forces qu'il représente, son style grossier –, constitue l'un des principaux leviers de son capital politique.

Ainsi, la manière dont Santos a réussi à se tailler une image « respectable » est remarquable, aussi bien sur le plan national qu'international. Grande figure de la réconciliation avec le Venezuela chaviste, Santos n'hésita pourtant pas à accueillir l'opposant Henrique Capriles – ce qu'aucun autre président latino-américain ne fit. Partisan affiché de l'Unasur, il promeut l'entrée de la Colombie au sein de l'Otan. La duplicité, propriété chère à l'homme politique, est à son comble avec celui dont la pose de grand démocrate s'accommode de mesures sécuritaires. Il fit voter par exemple le *fuero militar*, législation flexibilisant le droit pénal pour les militaires et garantissant l'impunité, ou encore une loi qui criminalise les mouvements sociaux (de 4 à 8 ans de prison en cas de blocage de la voie publique)<sup>18</sup>.

16. En 2013 l'OCDE engagea des discussions en vue d'une inclusion de la Colombie.

*La grande habileté du président Juan Manuel Santos a été d'éclipser en l'espace de quelques mois l'appétit de vengeance d'un très important pourcentage des Colombiens vis-à-vis des Farc.*

17. Santos était en exercice pendant le gros de l'affaire des « faux positifs » (cf. supra).

18. La Loi de sécurité citoyenne fut votée 2011 ; la loi statutaire qui définit les prérogatives de la justice pour les militaires (*fuero militar*), en 2013.



Ses efforts pour faire la paix résideraient, à en croire cet admirateur de Franklin Delano Roosevelt, dans son souhait de « rentrer dans l'Histoire ». Cependant, il rappelle régulièrement à la guérilla qu'elle n'a qu'à « se rendre ou mourir ». Et c'est ce qu'il fait. Avec l'aide militaire des États-Unis et d'Israël, il a réussi à éliminer les « cibles de haute valeur », à savoir les chefs de la guérilla. Rappelons que ce fut durant son passage au ministère de la Défense que l'ancien vice-ministre de la Défense israélien, Yisrael Ziv, devint consultant privé de l'armée colombienne avec sa compagnie de sécurité Global CSA. Ce fut aussi durant son mandat qu'augmentèrent les achats militaires auprès d'Israël, et que des opérations très pointues (dont la libération d'Ingrid Betancur) furent mises au point. Ainsi ont été abattus plusieurs chefs des Farc. Parmi celles-ci, citons l'attaque de novembre 2011 où fut tué Alfonso Cano, principal interlocuteur de Santos pour initier les pourparlers.

En réalité, Uribe et Santos partagent une même vision de la Colombie : néolibéralisme économique reposant sur l'extrême flexibilité de la main-d'œuvre et faible développement des droits sociaux ; prédilection pour les secteurs économiques nécessitant un fort investissement capitaliste – extraction des matières premières, agro-industrie ; faiblesse des mesures visant à diminuer les fortes inégalités ; traitement sécuritaire des problèmes sociaux<sup>19</sup>; alignement sur les États-Unis pour les questions internationales. La différence – non négligeable – entre les deux se trouve entre le soutien affiché des mafias à Uribe et le style plus discret de Santos. Ceci compte pour beaucoup dans l'agenda adopté sur la question des Farc.

### *Les Farc, l'idée de dialogue et le positionnement des secteurs politiques*

Les Farc ont subi des pertes importantes ces dernières années : après le bombardement par l'armée colombienne d'une de leurs bases en Équateur où périt Raul Reyes (mars 2008), survint la mort naturelle de *Tirofijo* (mars 2008), puis l'attaque contre un des chefs les plus en vue, *Mono Jojoy* (septembre 2010). Un des coups les plus durs, car il a été vécu comme une trahison par les Farc, fut l'attaque, en novembre 2011, de Alfonso Cano, interlocuteur du pouvoir lors des rapprochements préalables à l'ouverture des négociations et représentant du secteur le plus favorable aux dialogues. Ces pertes sont survenues dans un contexte de lassitude vis-à-vis des méthodes des Farc. Les rétentions d'otages pendant 8 ans (parfois plus) n'ont pas été rentables politiquement. Aujourd'hui, les

***En réalité, Uribe et Santos partagent une même vision de la Colombie : néolibéralisme économique reposant sur l'extrême flexibilité de la main-d'œuvre et faible développement des droits sociaux.***

19. Voir le documentaire *Bagatela* de J. CABALLERO, sur la répression judiciaire disproportionnée des petits délits.

porte-parole des Farc se démarquent du kidnapping à des fins économiques et minimisent ou nient la rétention de militaires<sup>20</sup>.

L'organisation *Colombiens pour la paix*, CPP, groupée autour de l'ancienne sénatrice Piedad Córdoba, contribua au démarrage des pourparlers. À partir de 2011, l'échange épistolaire entre les Farc et un membre de cette organisation, le professeur Medófilo Medina<sup>21</sup>, permit de connaître l'état d'esprit des successeurs du laconique *Tirofijo*, et notamment de *Timochenko*<sup>22</sup>, le chef actuel des Farc. *Timochenko* se différencie de ses camarades de lutte par le style qu'il insuffle à ses communications, lui qui cite le poète du XV<sup>e</sup> siècle Jorge Manrique pour dire à Santos l'effacement des puissants après leur mort...

L'échange rendit compte de sa volonté de faire la paix, que la hiérarchie actuelle a réaffirmée malgré les duplicités du président Santos. Pablo Catatumbo, négociateur à La Havane, s'exclamait récemment :

« Nous autres révolutionnaires devons être optimistes, même dans les pires situations. Et nous croyons que la paix se fera en Colombie, parce que nous l'avons méritée. L'autre perspective, c'est la guerre totale. C'est pourquoi je dis que c'est le moment, même si ce n'est pas facile. Ce processus de paix est très complexe, mais nous y croyons<sup>23</sup>. »

Les dialogues ont été annoncés publiquement par le président Santos en septembre 2012, suite aux « fuites » de son rival Uribe. De fait, Uribe et les secteurs qui l'entourent n'ont pas fléchi dans leur opposition farouche à toute idée de paix. Ils multiplient les interventions pour s'exprimer contre les Farc, amplement relayées par les médias. Ils louent de coûteux panneaux publicitaires dans les grandes avenues citadines pour protester contre les dialogues. Ils tentent aussi, *via* des mécanismes légaux<sup>24</sup>, de s'opposer à leur poursuite.

Outre les anciens coéquipiers d'Uribe, on compte parmi les opposants aux dialogues les représentants de certains secteurs économiques, comme les grands éleveurs de bétail, le *Procurador*<sup>25</sup> et une partie des militaires (plusieurs analystes notent qu'en cas de signature de la paix, ils verraient leur budget considérablement réduit). Ces secteurs refusent aux Farc leur qualité d'interlocuteurs politiques. Citons l'analyste très en vogue Alfredo Rangel, qui exprime des réticences relativement modérées face au processus de paix :

« Les processus ayant été menés avec succès ont eu deux caractéristiques communes : le premier est que le groupe armé arrêta tout type d'action violente contre l'État et contre la société ; le deuxième, c'est que l'on ne discutait pas les sujets nationaux, mais seulement ceux en rapport avec la démobilisation, la réinsertion et le désarmement de ces groupes<sup>26</sup>. »

Cette opposition prend forme, petit à petit, dans un parti politique dont le candidat le plus populaire est... Francisco Santos, cousin germain du président Juan Manuel Santos et ancien vice-président de Uribe ! Singulière démocratie colombienne...

Les forces favorables à la paix, de leur côté, sont les mouvements sociaux, les syndicats, les ONG, le mouvement *Marcha patriótica* (qui pourrait devenir le parti des guérilleros réintégrés dans la vie civile), le

20. « Nous ne nous fatiguerons pas de le dire, car il s'agit d'une décision : actuellement il n'y a pas de retenus chez les Farc », affirmait le porte-parole Rodrigo Granda. « No hay secuestrados », Caracol, 15 septembre 2013.

21. L'ancien militant des jeunesses communistes (JUCO) et ex-collègue et ex-camarade (de fac) de plusieurs hauts gradés leur insuffle respect et confiance, d'où leur communication exceptionnelle par « lettres ouvertes ».

22. Rodrigo Londoño Echeverri, alias Timoleón Jiménez ou Timochenko.

23. H. Calvo, « Entretien avec 3 commandants de la délégation des FARC aux négociations de La Havane », 16 août 2013 : <http://hcalvospina.free.fr/spip.php?article463>.

24. Qui a déposé un recours devant la Cour constitutionnelle contre la loi-cadre permettant les dialogues.

25. Sorte de médiateur de la République qui doit « veiller au respect de la Constitution », il officie comme chef de file des réactionnaires. Il s'est servi de son pouvoir pour faire sanctionner les élus favorables aux dialogues.

26. « Este proceso de paz está condenado al fracaso », Alfredo Rangel », Contexto ganadero, 7 mars 2013.

*Polo Democrático* (coalition de gauche), les intellectuels, et un pan majoritaire de l'Église catholique. Au niveau international, les États-Unis ont exprimé leur soutien – bien qu'il ne soit pas suivi de gestes significatifs. En effet, si le vice-président Joe Biden affirmait en mai 2013 que « les États-Unis appuient de manière ferme les efforts pour obtenir une paix historique avec les Farc », son administration n'a pas donné suite à la demande de la guérilla de faire participer aux dialogues un de ses membres, emprisonné dans ce pays<sup>27</sup>. Enfin, jusqu'à présent, la coalition ayant mené Santos au pouvoir suit le président dans la poursuite du processus de paix – mais elle rappelle aussi qu'elle suspendra ce soutien si les dialogues sont suspendus.

27. Simón Trinidad a été condamné à 60 ans de prison pour « conspiration pour enlèvement de trois citoyens étatsuniens » (trois civils employés par des filiales de la compagnie Northrop Grumman dans des activités d'espionnage et de détection de laboratoires de cocaïne).

### ● Modalités du processus de paix

Les dialogues actuels se déroulent à La Havane. La participation internationale se réalise *via* des « pays garants », à savoir Cuba et la Norvège, ainsi que des « pays accompagnateurs », le Venezuela et le Chili. Un agenda de discussion a été établi autour de cinq points : politique de développement agricole ; participation politique ; fin du conflit ; solution au problème des drogues illicites ; victimes et vérité. Contrairement à la plupart des dialogues dans le passé, il a été établi qu'au cours de celui-ci, les parties n'arrêteraient pas les hostilités. Enfin, a été adoptée la formule clé de voûte : « Rien n'est accordé tant que l'on n'a pas tout accordé ».

Du côté des Farc, la commission de négociateurs est composée des « commandants » Ivan Marquez, Rodrigo Granda, Andrés París, Marcos

Calarcá, Jesús Santrich, Pablo Catatumbo – tous nés en ville, anciens membres du PC ou de l'UP, et avec une moyenne d'âge d'environ 60 ans. De nombreuses critiques ont été émises par les mouvements féministes en raison de l'inexistence de femmes dans cette représentation, alors que l'organisation compte au moins 30 % de combattantes. Cela ne met pas uniquement en avant l'absence d'équité au sein de cette guérilla de gauche, mais amplifie

le risque de stagnation des dialogues de paix. Comme le dit le chercheur M. Rubio :

« Une des conditions pour accorder la fin d'une guerre est de se convaincre de l'impossibilité de vaincre. (...) Lors d'une enquête avec des démobilisés, hommes et femmes, face à la question *Sentiez-vous que vous alliez gagner la guerre ?*, systématiquement les femmes ont été moins optimistes que les hommes. Dans les guérillas, l'idée de remporter la guerre est deux fois moins élevée chez les femmes<sup>28</sup>. »

*L'arrivée au pouvoir d'anciens guérilleros en Amérique latine est désormais le modèle invoqué par la gauche colombienne, il y a quelques années encore favorable à la lutte armée. La Colombie réussira-t-elle à se mettre en phase avec le continent ?*

28. M. RUBIO, « No llores por Tanja, Colombia : mujeres en el conflicto armado », Fundación Ideas para La Paz, Bogotá, 2013, p. 5.

Le gouvernement, quant à lui, a formé une équipe composée de six hommes, dont deux militaires, suivant en cela une très vieille demande des Farc. Enfin, quelques mécanismes de participation citoyenne ont été prévus<sup>29</sup>.

Par ailleurs, comme à d'autres occasions dans le passé, une autre guérilla – l'ELN<sup>30</sup> – a exprimé son désir de participer aux conversations. En septembre 2012, Santos avait annoncé comme délai pour la signature finale « novembre 2013 ». Cependant, les dialogues avancent très lentement. Un an après leur ouverture, seul le premier point de l'agenda, relatif à la politique agraire, avait été adopté par les deux parties. Certes, il s'agit de la première fois que le gouvernement et les Farc s'entendent sur ce point crucial. Il n'est pourtant pas question de réforme agraire, ni de porter une limite à la taille des exploitations, comme en Bolivie. Il s'agit plutôt de créer un « Fonds des terres » à partir des terrains illégalement appropriés ou inoccupés pour les distribuer gratuitement, et de faciliter l'accès à la terre aux paysans. L'accord mentionne également des facilités pour exploiter ces terres (crédits, accès aux semences, etc.).

Parmi les points particulièrement délicats de l'agenda, il y a la question de la participation politique des Farc – et donc celle de la remise des armes. La première se heurte aux requêtes de la Justice. De lourdes peines ont été prononcées contre les négociateurs de La Havane au terme de différents procès. Et il faut aussi souligner qu'après une décennie de stigmatisation des Farc en Mal absolu, la guérilla est très impopulaire : en juillet 2013, 80 % des Colombiens se déclaraient opposés à une participation politique des membres des Farc qui n'auraient pas purgé de peine. Cette question n'interpelle pas uniquement la droite : des ONG parmi les mieux réputées, telles *Human Rights Watch* ou la *Corporación Colombiana de Juristas*, ont émis de sérieuses objections face à une éventuelle amnistie qui ne rendrait pas justice aux victimes. Il reste que l'armée est elle aussi pénalement redevable de lourds crimes. Vraisemblablement, la justice « transitionnelle », caractéristique des pays en situation de « sortie de crise », trouvera des solutions sous la forme de compromis.

Par ailleurs, un accompagnement international sera nécessaire pour garantir la démobilisation des guérilleros et le respect de leur intégrité physique. Car les leçons du passé – la figure mythique de Guadalupe Salcedo<sup>31</sup>, le traumatisme de l'*Unión Patriótica* – pèsent lourdement dans la balance. Notons que pour le moment, les négociateurs de la guérilla répètent ce vieil argument :

Il n'est pas question de livrer nos armes. Nous ne pouvons aborder ces points plus en détail, tant que nous n'en aurons pas discuté à la table des négociations, et ce sont les derniers de l'agenda (Iván Márquez)<sup>32</sup>.

Sans civils kidnappés ou soldats retenus, sans zone démilitarisée ni cessation de combats pouvant donner lieu à l'interruption soudaine des dialogues, avec un agenda limité et un accompagnement international dépourvu de leaderships volontaristes (comme celui de Chávez en 2008-2010), le processus de paix actuel a-t-il vraiment plus de chances d'aboutir que les antérieurs ?

29. Avec une page web recueillant les initiatives (<https://www.mesadeconversaciones.com.co/>), mais qui fonctionne mal (d'ailleurs seuls 35 % Colombiens ont accès au Web). Une rencontre autour de la « terre », avec la présence de plusieurs secteurs sociaux, a aussi été organisée à Bogotá, en décembre 2012.

30. L'ELN (1964, cf. supra) conteste la politique d'extraction minière, favorable aux multinationales. Ses reprises de contact avec l'État surviennent après les grandes mobilisations du monde paysan de septembre 2013.

31. Chef guérillero libéral assassiné à Bogotá après avoir rendu ses armes et démobilisé ses hommes lors de l'amnistie accordée par Rojas Pinilla en 1953, il reste un symbole de la trahison des classes dominantes.

32. H. CALVO, art. cit. Selon Tirofijo en 1992 : « Dans tous les cas, quel que soit le type de paix, nous garderons les armes, et à un moment donné nous organiserons le peuple en autodéfense populaire et le peuple disposera de ces armes pour se défendre ». Cf. « ¿Qué quieren las Farc?... », *op. cit.*, p. 14.

### ● Les dialogues de la dernière chance ?

L'arrivée au pouvoir d'anciens guérilléros en Amérique latine (Pepe Mujica en Uruguay, Dilma Rousseff au Brésil) est désormais le modèle invoqué par la gauche colombienne, il y a quelques années encore favorable à la lutte armée. La Colombie réussira-t-elle à se mettre en phase avec le continent ? Réussira-t-elle à mettre fin de manière digne à la guerre ? Pour ce faire, il faudra surmonter de vieux écueils – et rapidement.

Un obstacle non négligeable est l'opposition de la droite récalcitrante. Les secteurs hostiles à tous pourparlers sont minoritaires mais puissants. Pour le moment, leurs tentatives d'y couper court *via* des arguments juridiques ont échoué. Or ils préparent une offensive pour les élections de 2014, et pourraient obtenir de bons scores. Par ailleurs, il ne faut pas négliger ici l'utilisation au besoin de voies violentes pour empêcher toute reconnaissance des Farc, et leur ôter toute légitimité.

L'autre obstacle est l'apathie de larges couches de la population par rapport aux négociations. Les expériences frustrantes du passé donnent raison aux plus sceptiques. Aussi, bien que très favorables à la paix et aux dialogues (70 % des personnes enquêtées), près de la moitié des Colombiens n'y croient pas. Comme dit le directeur d'un institut de sondages : « Un échec serait une déception, mais il ne susciterait pas la surprise de l'opinion publique<sup>33</sup> ». Ce pessimisme – ou du moins scepticisme – est celui des pays ayant subi des guerres ou des dévastations sur le temps long. Pour deux générations de Colombiens, les Farc, même honnies, font partie du paysage social et politique. Ajoutons à cette apathie le décalage des Farc avec de larges pans de la contestation. Leur sphère d'influence faiblit, leurs méthodes sont désavouées par ses bases, comme c'est le cas chez les Indiens<sup>34</sup>. Et depuis quelques années, l'ampleur de la mobilisation sociale signale l'avènement de nouveaux acteurs (étudiants, « jeunes »<sup>35</sup>), dont les actes, les discours et les méthodes sont étrangers aux représentations et préoccupations des Farc.

De son côté, si le président Santos veut rentrer « dans l'Histoire » (et remporter les élections), il devra réussir à faire en sorte que le processus de paix constitue tout à la fois une victoire militaire sur les Farc et la fin effective des combats. L'échéance de 2014 (élections des députés en mars, présidentielles en mai) sera déterminante. Santos, très impopulaire, voudrait être réélu, mais pour ce faire il lui faudra montrer des résultats. Vue la lenteur des dialogues, la signature d'accords de paix avant ces scrutins paraît très improbable. Et la perspective de le faire approuver *via* un référendum le même jour des élections – idée émise par le gouvernement – compliquerait encore plus la donne.

Il reste que, en dehors de ce processus, subsistent de grandes questions à résoudre : la Colombie est un des pays les plus inégalitaires au monde ; il figure aussi parmi les plus violents<sup>36</sup>. Une réelle discussion sur la distribution des richesses, sur une politique de cohésion sociale n'est pas à l'ordre du jour. Or la paix pourrait même, contrairement aux attentes, renforcer certains de ces problèmes. Ainsi, les enquêtes sur les démobilisés

33. C. LEMOINE, « La reelección de Juan Manuel Santos ¿será posible? », *Razón Pública*, 11 août 2013.

34. L'évolution des relations entre Farc et paysans doit aux dynamiques de transformation et concentration de la propriété agraire, des mouvements sociaux, et de leurs interactions selon les régions. Quant aux Indiens, ils marquent leurs distances avec les Farc, les Awa (Sud du pays) ayant été massacrés en 2009.

35. Au cœur des deux dernières mobilisations massives : en 2011 contre la privatisation de l'éducation et en 2013 pour soutenir le paro, le mouvement des paysans.

36. Le taux d'homicides est de 38 pour 100 000 habitants, et La violence politique ne fléchit pas : entre janvier et juin 2013, trente-sept défenseurs des droits humains ont été assassinés, majoritairement par des paramilitaires.

indiquent qu'une majorité d'entre eux vit dans de plus mauvaises conditions que durant le conflit<sup>37</sup>. Et l'on sait aussi que l'incorporation à la vie civile des paramilitaires donna lieu à l'émergence des *Bacrim*, ces bandes criminelles urbaines ultra-violentes. Parler de paix pour faire de la politique est une modalité qui commence à s'user. À côté, subsistent de grands défis pour transformer ce pays. ●

37. Voir M. RUBIO, *op. cit.*, p. 22.